**Paradoxes idéologiques du discours soviétique**

Et c’est ainsi que la révolution russe se sera, bien malheureusement, « retournée contre ses origines révoltées » (Didi-Huberman 2019 : 60).

La publication d’un article portant sur l’analyse du discours soviétique témoigne d’une actualité politique brûlante, celle du vote au parlement européen d’une résolution visant à mettre sur un pied d’égalité communisme et nazisme (19 septembre 2019). En usant conjointement, de manière très floue et ambiguë, des termes « stalinisme », « communisme totalitaire », « communisme », « régime totalitaire », « totalitarisme », « idéologie totalitaire » et « idéologie communiste », cette résolution rend impossible la critique du stalinisme (et plus largement de l’URSS) comme régime non-communiste ou para-communiste. Loin de vouloir porter un quelconque jugement politique, juridique ou historique sur cette résolution qui relève d’un opportunisme politique assumé et d’une profonde ignorance, la présente recherche entend analyser les fondements idéologiques sous-tendant le discours soviétique, dans toute sa complexité et ses contradictions[[1]](#footnote-1).

Dans la lignée des travaux de Patrick Sériot (1985) et d’Alexandre Bourmeyster (2015), l’objectif est de montrer en quoi ce discours, s’il se revendique d’une idéologie *a priori* bien définie, porte l’empreinte d’autres formes de pensées, allant de la *doxa* de l’industrialisation capitaliste aux thèses hygiénistes héritées de la gestion des villes européennes au XIXe siècle en passant par une animalisation des catégories sociales et un puritanisme moral. Pour certaines, ces conceptions idéologiques et morales sont en complète contradiction avec les idéaux politiques et sociaux des révolutions de février et octobre 1917. On pensera par exemple aux premiers décrets allant dans le sens d’une reconnaissance réelle des droits des femmes et d’une libération sexuelle (1918, 1920 et 1926) qui contrastent avec le retour en arrière propre à la domination masculine du stalinisme (réformes de 1936 et 1944 dans une logique nataliste). On pensera également au fonctionnement radicalement démocratique des soviets, progressivement soumis au dirigisme de parti, qui culmine dans le décisionnisme strictement vertical des plans quinquennaux dès 1929. Pour réaliser ce travail, plusieurs documents au statut variable ont été dépouillés, portant majoritairement sur les périodes léninienne et stalinienne de 1917 à 1953 (périodes entre lesquelles nous ne présupposons aucune continuité) : textes politiques des dirigeants soviétiques, lettres transmises aux Soviets, extraits de textes de loi, témoignages, compilations scientifiques, correspondances, conférences des Jeunesses communistes, articles de presse et de propagande, affiches de propagande, journaux de bord de la révolution.

Il est nécessaire de préciser, en guise de précaution introductive, qu’une distinction nuancée sera réalisée, à la suite de Maximilien Rubel (1974), entre le communisme comme courant historique de pensée hétéroclite et le soviétisme comme système politique. À l’encontre de plusieurs lectures souvent partiales et motivées par un discours antitotalitaire volontairement essentialisant (MALIA 1995, COURTOIS 1997, APPELBAUM 2005), il sera question de montrer en quoi le régime soviétique repose sur des idéologies diverses et contradictoires entrant en opposition avec la substance doctrinale des communismes philosophiques, dont la philosophie marxienne. Si la plupart des analystes de l’idéologie soviétique, principalement stalinienne, ont mis en avant son culte de la personnalité, sa caution de l’exemplarité de la purge et sa suppression de toute forme d’individualité au profit d’une essentialisation de la collectivité, il nous semble judicieux d’exposer les tensions qui constituent l’impensé de ce discours, ses dissensions internes. On étudiera donc successivement la manière dont celui-ci emprunte conjointement aux idéologies capitaliste, ethno-raciale et populiste, chacune devant être entendue suivant une acception très particulière et non suivant le sens commun. Cette intrication complexe d’idéologèmes[[2]](#footnote-2) *a priori* opposés à l’idéologie revendiquée nécessite la mise en œuvre d’une analyse approfondie du discours soviétique hors de toute *doxa* partisane et d’une recherche indépendante, libérée de toute contrainte politico-morale et de tout parti pris idéologique. Dans le même temps, il sera question d’éclairer une substance marxiste réelle sous-tendant ce discours, qui met à l’épreuve une pensée complexe à l’aune d’une réalité sociohistorique singulière. Cette réalité bouleverse les présupposés d’une pensée qui se veut matérialiste, c’est-à-dire qui fonde sa critique sur ses propres possibilités de réalisation.

Le discours soviétique, comme le communisme philosophique, n’est ni homogène ni univoque. Cette remarque justifie des précautions et des nuances afin de ne pas verser dans une critique stéréotypée faisant de l’un l’antithèse de l’autre. S’il sera bien question d’interroger les contradictions entre la réalisation d’un pouvoir et son origine idéologique revendiquée, il sera également nécessaire de mettre au jour les contradictions inhérentes au discours soviétique lui-même, sa propre hétérogénéité énonciative ainsi que sa dispersion idéologique. Ces contradictions internes ne doivent pas être interprétées comme le fruit d’un travail conscient de la part du pouvoir bolchevique afin de dévoyer cyniquement une idéologie (elle-même plurielle et polyphonique) à des fins de domination, mais plutôt comme le résultat d’une conjoncture sociohistorique non maîtrisée et d’un progressif enfermement dans des logiques politiques autoritaires. L’idéologie soviétique sera donc appréhendée au travers de ses composantes sociodiscursives, c’est-à-dire en tant qu’elle est l’émanation d’un contexte sociologique et historique influençant les discours et les pratiques qu’elle sous-tend.

**L’accumulation socialiste primitive comme expression d’un capitalisme d’État**

Dans le premier livre du *Capital*, Marx théorise la notion d’accumulation primitive, reprise à Adam Smith, qui suppose l’existence d’une privatisation originelle et antérieure au développement du capitalisme (MARX 1968 : 715-783). Celle-ci se serait réalisée, dès la fin du Moyen Âge, au travers d’un accaparement progressif des biens appartenant aux États féodaux et à l’Église, d’une conversion des terres arables en pâturage et d’une enclosure des propriétés communales rendant par la suite possible l’exploitation paysanne comme prolétariat. Evgueni Preobrajenski, théoricien soviétique de la première heure, reprend et déplace cette notion en l’affublant du qualificatif de « socialiste ». L’« accumulation *socialiste* primitive », au fondement de la NEP[[3]](#footnote-3) et des collectivisations des campagnes, devient dès lors un processus positif par lequel l’URSS, arriérée économiquement, devrait nécessairement passer. Ce discours, qui se réapproprie paradoxalement une idée dénoncée par Marx, entend justifier une forme d’exploitation paysanne, il vise à cautionner les collectivisations forcées au nom de l’État soviétique (au sein des kolkhozes et des sovkhozes) et la déportation des « koulaks » soumis à un exil organisé. Ce substantif, supposé être réservé aux paysans enrichis, englobe dans les faits tout petit propriétaire terrien, voire tout paysan hostile à la réquisition de sa production. Mettant en lumière les exécutions de ces paysans indociles, Alexandre Berkman cite les propos tenus en février 1920 par Lev Karakhan, dirigeant bolchevique : « De temps en temps, des *muzhiki* [paysans peu aisés] résistent à la réquisition, et dans ces cas-là, on fait appel aux militaires » (BERKMAN 2017 : 40).

La dékoulakisation correspond en un sens à ce qui est dénoncé par Marx dans les chapitres « L’expropriation de la population campagnarde » et « Législation sanguinaire contre les expropriés à partir de la fin du XVe siècle. Lois sur les salaires » de la huitième section sur *L’accumulation primitive*: « Les grands seigneurs créèrent un prolétariat bien autrement considérable en usurpant les biens communaux des paysans et en les chassant du sol, qu’ils possédaient au même titre féodal que leurs maîtres » (MARX 1968 : 721). Alors que les tendances autonomistes, collectivistes et libertariennes définissent les prémisses de la révolte paysanne, le plus souvent anarchiste, la progressive bolchévisation de la révolution s’apparente à une accumulation et à une confiscation étatique des terres. L’analyse de Marx et d’Engels selon laquelle la société communiste n’adviendra qu’après une exacerbation des tensions inhérentes au capitalisme[[4]](#footnote-4) est reprise et détournée par l’intelligentsia soviétique dans l’optique d’instaurer un capitalisme monopolistique d’État, comparable à la critique formulée dans le *Capital* à propos de l’expropriation paysanne par la haute noblesse. Le système soviétique organise une accumulation primitive par la prolétarisation et la répression des classes paysannes, par l’accaparement intégral de leurs terres et par leur soumission à terme, à l’instar des grands seigneurs à l’origine de l’accumulation primitive propre au développement du capitalisme dans le courant des XVe et XVIe siècles en Angleterre.

Il faut comprendre cette exploitation paysanne, faite de collectivisations et de réquisitions forcées, à partir du rapport extrêmement complexe qui lie, dès les premières années du XXe siècle, bolcheviks et paysans. Ceux-ci ne forment pas une classe ni un mouvement homogène au sein de la Russie révolutionnaire et leurs conditions de vie dépendent souvent de leur situation géographique – pays de la Baltique, Biélorussie, Ukraine, Russie centrale, Russie méridionale, Sibérie et régions asiatiques. Durement touchés par la mobilisation de guerre puis par la guerre civile, les paysans souffrent d’un contexte hautement dommageable (de façon à nouveau asymétrique), certes contrebalancé par la main d’œuvre corvéable des prisonniers de guerre. La révolution de février 1917 est avant tout l’œuvre des ouvriers de la ville de Petrograd, les campagnes n’y jouant qu’un rôle marginal : les soulèvements ruraux « n’ont pas de caractère économique ou social bien prononcé » (SORLIN 1964 : 257). Durant le gouvernement provisoire, Staline considère, à la différence de Lénine, que la campagne n’a aucun rôle à jouer dans la révolution. Si les thèses des deux dirigeants divergent sur la question paysanne, Lénine n’en reste pas moins sceptique envers le monde rural, qui doit servir d’appui, non de moteur à la révolution (lorsqu’il ne sert pas de simple ravitaillement des villes), et qui risque à tout moment d’être la « remorque de la bourgeoisie ». Plus encore, l’expansion des violences paysannes au cours de l’année 1917 fait prendre conscience aux bolcheviks qu’il est difficile de maîtriser les campagnes. Cette impulsivité paysanne, faite de frénésie et d’anarchie, éclaire *a contrario* l’attitude du parti à l’égard d’une classe hétérogène, spontanéiste et peu malléable. Il faut dès lors comprendre la place des paysans dans la pensée bolchevique comme n’étant pas celle de sujets politiques mais celle d’éléments utilisables dans la lutte menée par le prolétariat sous l’autorité du parti. Cette place relève en réalité d’un contexte plus profond de marginalisation des zones rurales depuis le tsarisme et d’un éclatement géographique et idéologique rendant difficiles toute conscientisation de classe et toute fédération. Ce contexte de marginalité permet d’interpréter la manipulation opportuniste qui en découle, les soviétiques ôtant à la paysannerie toute subjectivité propre au profit de leur exploitation objective.

Ce premier exemple d’accumulation primitive des terres est emblématique d’une contradiction de l’idéologie soviétique qui se fonde progressivement sur une injonction à l’exploitation organisée de la main d’œuvre paysanne. Elle relève en outre d’une interprétation singulière de l’idéologie prolétarienne du mouvement marxiste selon laquelle la lutte est avant tout le fait du prolétariat d’usine. Si Lénine préconise dans un premier temps la convergence des luttes ouvrières et paysannes au profit d’une émancipation de l’exploitation capitaliste-impérialiste, les évolutions du régime bolchevique, durant et après la guerre civile (1918-1921), marquent l’instauration d’une nouvelle exploitation économique au service de la propriété collective. L’instauration d’un communisme de guerre, qui n’hésite pas à réprimer durement les grèves et les manifestations « contre-révolutionnaires », se double d’un système bureaucratisé de condamnation et de punition des « déviances » au sein des usines et des kolkhozes : absentéisme, vols de propriété collective, spéculation[[5]](#footnote-5) sont sanctionnés par une police politique (Tchéka, OGPU puis NKVD) qui cumule les différents niveaux de pouvoir.

En mars 1921, confronté à la révolte des marins Kronstadt, qui réclament un retour du pouvoir aux Soviets libres et la constitution d’une assemblée constituante élue démocratiquement, Trotski écrit : « je donne des ordres pour procéder à la répression de la mutinerie et soumettre les insurgés par la force des armes. La responsabilité pour le mal que pourrait subir la population pacifique retombera entièrement sur les mutins contre-révolutionnaires » (TROTSKI, cité in BERKMAN : 247-248). Dès le début des années 1920, la police politique organise, dans une logique esclavagiste, les camps de rééducation du Nord (SLON) puis, dans les années 1930, l’administration générale des camps de travail et de concentration (GOULAG[[6]](#footnote-6)) sans qui la croissance économique de l’URSS (le grand rattrapage des sociétés capitalistes) serait impossible. Le régime peut en ce sens être qualifié de « capitalisme d’État » selon plusieurs critères : étatisation monopoliste des entreprises, gestion du rendement et de l’exploitation ouvrière par un État centralisé, punition des insoumissions au travail par un appareil politique-juridique-carcéral, entremêlement des décisions politiques et des programmes économiques (NEP, collectivisation des campagnes et plans quinquennaux), mise en concurrence des entreprises d’État avec les camps de travail forcé. À propos de ce dernier élément, Anne Applebaum reprend les critiques de Ioujnev, un militant soviétique qui dénonce la concurrence produite par le camp de Solovetski dans les années 1920 : « Il est devenu clair […] que le SLON est un *kommersant*, un marchand aux grosses mains avides et que son but essentiel est de faire du profit » (cité in APPLEBAUM 2005 : 71).

Lénine, pour qui « entre le capitalisme monopoliste d’État et le socialisme, il n’y a aucune étape transitoire », ne cache pas son parti pris économique et critique « l’infantilisme “de gauche” ». La pensée léninienne, qui varie constamment au gré des évolutions historiques (clandestinité, révolution, guerre civile, communisme de guerre, NEP), soutient en 1918 l’instauration d’un capitalisme d’État motivé par l’urgence de la guerre civile :

Tant que la révolution tarde encore à “éclore” en Allemagne, notre devoir est de nous mettre à l’école du capitalisme d’État des Allemands, de nous appliquer de *toutes nos forces* à l’assimiler, de ne pas ménager les procédés *dictatoriaux* pour l’implanter en Russie encore plus vite que ne l’a fait Pierre 1er pour les mœurs occidentales dans la vieille Russie barbare, sans reculer devant l’emploi de méthodes barbares contre la barbarie (LÉNINE 1918).

Certes les bolcheviks suppriment une série d’institutions capitalistes (marché, propriété privée de production et spéculation) et mettent en place des systèmes radicaux d’assistance publique et de redistribution, mais ils restaurent, grâce à un appareil d’État monopoliste, au moins six logiques fondamentales du capitalisme : accumulation, industrialisation, rendement, production, concurrence et croissance[[7]](#footnote-7). En outre, les références au régime des Tsars ne se cachent pas, comme c’est le cas dans cet extrait à propos de Pierre 1er, comme ce sera le cas à propos de la reprise de l’étendard de « père des peuples » par Staline, à propos de la reprises d’idées mégalomanes (le Canal Baltique-mer Blanche) ou encore, plus généralement, à propos de la perpétuation d’un imaginaire autoritaire (Edouard Berzine, chef du GOULAG de la Kolyma, est surnommé « le Tsar de la Kolyma »).

Comme nombre de dirigeants bolchéviques, Lénine reprend à Marx et Engels l’idée d’une dictature du prolétariat en annihilant progressivement l’idée d’une phase transitoire et d’une violence extra-légale résultant de la lutte politique et économique que se livrent les classes dominantes et dominées dans le modèle capitaliste. Lénine sort de cette logique dialectique et provisoire pour cautionner la violence comme principe absolu et comme expression d’une pure domination. Certes Lénine est bien conscient (comme Marx) que la dictature ne peut s’instaurer à terme et qu’une libération progressive est nécessaire, mais l’urgence économique et la situation politique des années d’après-Révolution l’obligent à exercer une domination continue, qui se transforme en régime dictatorial étendu à toutes les classes sociales. Plusieurs commentateurs analysent d’ailleurs la dictature permanente instaurée après la mort de Lénine comme une dictature *sur* le prolétariat, qui vise et réprime de nombreux individus issus de couches sociales précarisées ou marginalisées (petits paysans, ouvriers indociles, prostituées, petits délinquants, intellectuels dissidents, etc.) Engels voyait la réalisation de l’idée de dictature du prolétariat dans la Commune de Paris, ce mode de gouvernement provisoire, spontané et auto-géré, opposé à la violence d’un pouvoir bourgeois militariste et autoritaire. La violence soviétique, loin de représenter cette opposition ouvriériste aux revendications démocratiques et révolutionnaires, s’apparente davantage, dans le courant des années 1930, au pouvoir versaillais ayant réprimé durement les communards insurgés.

Au nom d’une prétendue « révolution permanente », la violence déployée par le Parti comme étendard fantasmé du prolétariat est en réalité une conservation permanente du pouvoir, non une lutte contre une autre forme de violence. Cette institutionnalisation de la violence trouve son origine dans le contexte de guerre civile, consécutif à une guerre mondiale marquée par l’exploitation massifiée d’une violence industrielle. La violence extrême de l’armée blanche, qui commet de nombreux pogromes, ainsi que celle présente au sein des masses réprimées depuis plusieurs décennies par un pouvoir autocratique et autoritaire amènent les bolcheviks à réagir face aux diverses tendances contre-révolutionnaires. Comme l’ont très justement montré Orlando Figes (2007 et 2009) et Michel Tissier (2019), c’est la continuité d’une violence politique, économique et sociale qui contraint le pouvoir bolchevique à perpétuer une tradition d’oppression profondément ancrée dans l’univers russe. Une lettre envoyée par un paysan au Comité central des soviets explicite, par le biais de questions rhétoriques, la manière dont la dictature du prolétariat s’est muée en dictature du Parti sur le prolétariat, renversant l’idée de contre-violence révolutionnaire en une violence d’autoconservation produite par un État ouvertement exploiteur : « De quelle dictature peut-on parler aujourd’hui ? De la dictature du prolétariat ou de celle du parti ? Si c’est la dictature du prolétariat, alors pourquoi le parti opprime à ce point la paysannerie, sans tenir compte de la volonté des masses ? » (GARF, Archives d’État de la Fédération de Russie). Cette fausse naïveté illustre la conscience que le programme politique originel est détourné au profit d’une soumission du prolétariat et de la paysannerie par l’usage d’une violence institutionnelle. Si Marx comme Lénine étaient conscients des dimensions violentes et arbitraires de toute dictature et de la nécessité d’une exploitation politique de la violence révolutionnaire, celle-ci ne devait *a priori* pas s’exercer, selon le philosophe allemand, de façon aussi singulière, dirigiste et continue sur le prolétariat lui-même.

En radicalisant l’injonction au productivisme, où la production devient une fin en soi, l’URSS entend directement concurrencer, dans le courant des années 1920 et plus encore dans les années 1930, le modèle capitaliste qu’elle renforce *in fine* en tant que modèle économique : le soviétisme institue la logique productiviste-concurrentielle inhérente à ce modèle. Il devient alors progressivement une société d’organisation totalitaire du travail, valeur qui fonde sa logique économique et idéologique et qui souhaite faire mieux que les sociétés capitalistes par l’instauration d’un capitalisme d’État. La logique de réification des individus et des rapports sociaux mise en lumière par Georg Lukács à propos du système d’échange marchand se voit radicalisée au sein du système soviétique où chaque individu est une marchandise interchangeable, un rouage de la grande machinerie collectiviste. Detlev Claussen note en ce sens que « la Terre promise de Russie devint un camp de travail anti-utopique », expression d’un projet utopique dévoyé dans sa réalisation, totalitaire et concentrationnaire (CLAUSSEN 2019 : 271). C’est aussi ce que formule Martin Malia : « le socialisme soviétique tel qu’il avait été “construit” était une trahison du mythe originel » (MALIA 1995 : 352). Louis Althusser, dans ses *Écrits philosophiques et politiques*, a quant à lui insisté sur l’idée d’accumulation primitive « continue » et sur le renforcement du mode de production capitaliste jusque dans le « soi-disant “mode de production” socialiste » (ALTHUSSER 1994 : 587). Enfin, Alexandre Berkman, révolutionnaire enthousiasmé par la Révolution d’Octobre 1917, montre, dans *Le Mythe bolchévique*,en quoi le Parti-État bolchévique s’est mué en son contraire, en « contre-communisme » et en « contre-révolution », c’est-à-dire en une logique hiérarchique, verticale et autoritaire, « en bref, [en] un capitalisme renouvelé, mélange de monopole d’État et d’économie privée » (BERKMAN 2017 : 267).Ces commentaires mettent bien en évidence le paradoxe d’une réalité politique qui prétend lutter contre le modèle économique et social des démocraties bourgeoises et qui, dans les faits, exacerbe toutes ses dominations et ses aliénations en réalisant l’anti-utopie du socialisme par l’institution du travail totalitaire.

Face à la domination économique et politique instaurée par l’État, face à ces « méthodes dictatoriales » (du propre aveu de Lénine), les paysans se sont fédérés en collectivités, au risque de se voir qualifiés par les autorités soviétiques de « terroristes » ou de « paysans exploiteurs ». Ce procédé de disqualification par l’utilisation d’un registre stéréotypé et caricatural est une récurrence dans la rhétorique bolchevique – on peut y ajouter « ennemi de classe », « intellectuel pourri », « contre-révolutionnaire », « trotskiste »[[8]](#footnote-8) (dans les années 1930) ou encore « fasciste »[[9]](#footnote-9). Le discours de Lénine varie très fort en fonction du contexte politique, qualifiant les paysans tantôt d’alliés du prolétariat, tantôt de remorque de la bourgeoisie, tantôt encore de masse petite bourgeoise. Si l’on mentionne régulièrement le mouvement anarchiste de Nestor Makhno comme opposition au capitalisme d’État soviétique, il ne faut pas nier l’importance des révoltes spontanées des petits paysans, dans le courant des années 1930, contre les excès de la « dékoulakisation » voulue par le régime. Ce terme, qui visait à abolir les classes possédantes et exploiteuses, a progressivement recouvert un processus d’élimination physique d’individus appartenant à différentes couches de la population, le plus souvent exploitées et soumises à une extrême pauvreté. Comme on a déjà pu l’observer, il faut comprendre l’hostilité des bolcheviks envers la paysannerie à partir d’une divergence idéologique et politique majeure : les premiers pensent leur insurrection à des fins stratégiques, ils visent la systématisation et la généralisation de leur action, tandis que les seconds sont avant tout motivés par une forme de contingence et d’urgence non politiques. Désordre, destruction, pillage, anarchie, nervosité et frénésie caractérisent les campagnes durant les années de révolution, ce qui amène en retour les bolcheviks à privilégier une politique gestionnaire et suspicieuse envers le monde rural.

**« Insectes », « parasites » et « suceurs de sang » : vers une racialisation et une animalisation de la lutte de classes**

Outre les Cosaques d’Ukraine, les citoyens soviétiques d’origine allemande, polonaise, tchétchène et lituanienne furent les victimes de répressions (déportation, enfermement, exécution), motivées par l’idée de « mesures préventives » visant à purifier l’URSS des « éléments socialement nuisibles ». Cette purification passe par une exclusion des marges du régime, les « classes socialement étrangères », les « classes dangereuses », les « ennemis du régime ». Ces discriminations ne sont pas le seul fait de l’URSS et se retrouvent à divers endroits du globe (parfois d’ailleurs envers les russes eux-mêmes). Qu’il s’agisse du moment extrêmement complexe des années 1930 – qui voit s’opérer une polarisation idéologique en Europe et un regain nationaliste –, du conflit mondial marqué par le discours patriotique-résistant – qui n’a parfois rien à envier à la rhétorique purificatrice des soviétiques – ou encore de la gestion de la situation catastrophique de l’après-guerre, marquée par une redéfinition des territoires et des rapports de force internationaux, les soviétiques sont le plus souvent contraints de redéfinir leur discours en réaction aux évolutions politiques. La répression des territoires annexés et des prisonniers de guerre s’effectue plus durement en URSS qu’ailleurs en raison de la peur d’une instabilité politique, d’une perte des acquis de la révolution et d’une croissance des mouvements « contre-révolutionnaires ».

On retrouve toutefois bien au fondement de ce discours purificateur (principalement développé sous Staline, mais déjà perceptible dans la rhétorique de Lénine) une idéologie hygiéniste couplée à une animalisation des sujets et des groupes sociaux : les termes « nettoyer », « saleté », « purifier », « parasite », « insecte », « vermine » sont l’expression de ce que Maxime Gorki dénonce, dans le *Novaia Zhijn*, comme une « explosion d’instincts zoologiques ». Lénine affirme en effet qu’il faut « nettoyer la terre russe de tous les insectes nuisibles » ; Wilhelm Liebknecht écrit quant à lui *Les Araignées et les Mouches*, ouvrage largement diffusé par les bolcheviks dont l’imaginaire joue sur une symbolique animale stéréotypée. Plus largement encore, la métaphore du capital comme vampire suceur de sang développée par Marx dans le *Capital* est déplacée au profit d’une animalisation des rapports sociaux : les bourgeois sont ces insectes « assoiffés de sang », ces parasites « qui sucent le sang du peuple ». Cette image de la ponction sanguine est également utilisée par Mikhaïl Lashevich à propos des insurgés de Kronstadt et Petrograd en février 1921. Ceux-ci sont qualifiés de « sangsues qui ne cherchent qu’à extorquer » (cité in BERKMAN 2017 : 242). On mentionnera également les nombreuses affiches de propagande tchékiste utilisant une imagerie animale, à l’instar de la célèbre figuration du serpent étranglé par une main vigoureuse, symbole de la lutte contre les « fascistes trotskistes et boukhariniens ».



Une causalité argumentative se développe progressivement dans l’impensé collectif, celle d’une assimilation entre l’origine sociale, l’orientation idéologique et l’origine ethno-nationale : si l’Allemand, l’Ukrainien ou le Polonais sont dangereux, c’est parce qu’ils sont forcément sujets au déviationnisme idéologique propre à leur supposé statut de contre-révolutionnaires bourgeois et nationalistes. S’opère alors un triple processus dans le discours soviétique : une répression des minorités sur base de critères nationaux et ethniques, une animalisation de la lutte de classes et une hygiénisation de la société. Alexandre Berkman relève en ce sens le processus de nettoyage de tous ces éléments nuisibles lors de la réception des délégations étrangères à Moscou en juin 1921 :

La ville se pare d’un air de fête. Des drapeaux rouges et des bannières décorent les bâtiments officiels et les résidences des bolcheviks importants. Les ordures accumulées depuis des mois dans les rues sont enlevées, des nuées de gamins vendeurs à la sauvette sont arrêtés, les mendiants ont disparu de leurs repaires habituels, et la rue Tverskaïa est débarrassée de ses prostituées. Les artères principales sont pavoisées de slogans révolutionnaires et des affiches colorées illustrent le « triomphe du communisme » (BERKMAN 2017 : 255).

Cette logique hygiéniste, opérée de l’intérieur, se double d’une glorification de la Russie au nom du patriotisme : la défense du socialisme soviétique devient la défense d’une Russie mythifiée dont les représentants sont les guides divinisés. Malgré un rapprochement trop rapide entre « les considérations des critiques soviétiques » et « les théories culturelles et raciales nazies », Yannik Van Praag note judicieusement que « l’art soviétique se détourne de l’internationalisme prolétarien vers l’affirmation d’un nationalisme russe » (VAN PRAAG 2019 : 9). Face à cette tendance à l’homogénéisation de la patrie soviétique, le procédé privilégié par le régime est une entreprise de « nettoyage » (des cadres déviants et complotistes du Parti, des bourgeois contre-révolutionnaires et des marges nationales ne correspondant pas au noyau prototypique russe). Au travers de cet idéal hygiéniste et purificateur, le discours soviétique mêle trois formes de discriminations (le plus souvent fondées sur des fantasmes) : idéologique, sociale et nationale. Cette intrication tend à inoculer dans l’inconscient un rapport de causalité entre l’origine nationale, l’appartenance de classe et les prédispositions idéologiques des individus. Le citoyen des diverses républiques soviétiques devient alors une nature essentialisée sujette à correction, voire à élimination. C’est là tout le projet des camps de « rééducation » et de « travail correctif ». Les premiers camps du SLON (principalement les Solovki) ont pour fonction de glorifier l’Homme soviétique nouveau, dont le travail doit servir à l’intégration d’un modèle idéologique clairement défini. Progressivement, le système du Goulag, au sein duquel le pouvoir puise une main d’œuvre gratuite nécessaire à son rendement en délaissant l’idéal de rééducation par le travail, devient un produit direct de la collectivisation forcée, de la planification de la production et des purges.

Les thèses conspirationnistes de Staline ont légitimé la mise en œuvre des Grandes Purges et de la Grande Terreur de la fin des années 1930 ; elles mobilisaient l’idée selon laquelle une série d’individus périphériques par rapport à l’appareil de Parti et au Régime risquaient de corrompre la pureté de ceux-ci. Tel un organisme vivant devant se préserver et se renouveler en expurgeant ses cellules infectées, l’État-Parti allie idéal de pureté, régénération et autoconservation dans l’autodestruction. Face à la menace d’un conflit mondial, Staline a conscience de la nécessité de fédérer une société réduite à un noyau nucléaire soudé autour de son chef incontesté. Le GOULAG constitue alors une infrastructure nécessaire au bon fonctionnement du Régime. La discipline instaurée au sein de la société, tant dans les usines libres que dans les camps du GOULAG, repose sur une soumission du corps individuel à un corps social omniprésent et omnipotent. L’injonction à l’autocritique et à l’autocorrection est une composante essentielle de l’idéologie soviétique. Cette logique correctrice et suspicieuse s’inscrit à nouveau dans une historicité singulière, celle de la constitution d’une nouvelle structure politique sur des bases on ne peut plus instables. Le sur-jeu autoritaire et dirigiste des bolcheviks doit se comprendre à partir de la très courte vie de leur régime politique et de l’instabilité de ses structures, raison pour laquelle il est extrêmement complexe de le comparer aux autres modèles politiques d’Europe, dont les dérives autoritaires remontent à un âge plus ou moins ancien (bien qu’elles trouvent encore à s’exprimer dans des conflits contemporains, parfois dans un soutien aux régimes totalitaires). En outre, l’idéal de pureté sous-tendant la révolution amène à une surenchère discursive dénonçant en son nom des dérives considérées par les bolcheviks comme des dommages collatéraux. C’est là une logique argumentative récurrente dans le discours révolutionnaire, que l’on retrouve, entre autres, sous la Révolution française. La fragilité des structures politiques et des acquis de la révolution – souvent accentuée par les provocations étrangères – crée une réaction quasi-paranoïaque qui trouve à s’exprimer dans le discours soviétique au travers d’un rejet de l’altérité politique.

On peut donc voir à l’œuvre plusieurs processus dans ce qu’il convient de qualifier d’« animalisation » des groupes marginaux : réduction des groupes considérés comme déviants à des images animales, discrimination sociale fondée sur des critères nationaux ou ethniques, purification de la Patrie soviétique par nettoyage et purge, hygiénisation des rues, glorification d’un patriotisme russe plutôt que soviétique. Corrélativement à cette répression du corps social marginal s’opère une injonction à un puritanisme moral, qui contraste avec une première phase de libération aux alentours de la Révolution. Ce puritanisme permet de comprendre en quoi le contrôle du corps sexué vient renforcer la double logique que nous venons d’observer, à savoir l’injonction au rendement et l’hygiénisation de la société.

**Le puritanisme moral comme coercition économique**

La discipline et la répression imposées aux mouvements de l’organisme vital de l’ouvrier, sous l’ère stalinienne, empêchent toute forme de spontanéité et obligent à une uniformisation des gestes et des pratiques au service du rendement collectif. Cette forme de coercition de l’intimité du corps se double d’un discours moralisateur au puritanisme rigide, qui fait paradoxalement suite à une première libération au moment de la Révolution. Lénine lui-même, aux côtés d’Alexandra Kollontaï, était le défenseur d’une évolution des règles morales, en réaction au puritanisme bourgeois. Staline mettra un frein au processus de libération sexuelle. Attestent de la prégnance de discours essentialisants et patriarcaux les nombreuses « Conférences de morales » prodiguées aux femmes par les Jeunesses communistes (*Komsomol*) ainsi que l’extrait suivant issu de brochures moralisantes : « L’acte sexuel ne peut être approuvé qu’en cas d’amour véritable […] La chasteté n’a jamais fait de mal à personne. […] Soyez fermes, préservez votre vertu, jeunes filles ! Jeunes gens, ne jouez pas aux “théoriciens” et encore moins aux “praticiens” de “l’amour libre” » (cité in WERTH 2019 : 127). Ce discours illustre de façon assez exemplaire l’idée d’une répression et d’une canalisation des instincts libidinaux au profit d’une soumission au principe du rendement collectif en même temps qu’une politisation de la sexualité, conçue comme « capital d’énergie » à « investir » dans des objectifs économiques.

Outre dans la moralisation du corps des femmes, on peut voir cette logique coercitive à l’œuvre dans l’exaltation des prouesses physiques d’Alekseï Stakhanov et des stakhanovistes, archétypes de la victoire de la discipline organisée sur la spontanéité anarchique. Ne pas se soumettre aux pratiques de l’amour libre individualiste, en suivant l’« ordre moral stalinien » (WERTH 2019 : 134) – en totale opposition avec l’idéal d’émancipation d’Engels, critique important de la famille bourgeoise, ou de Kollontaï, partisane quant à elle d’une union libre entre libre individus –, permet de se conformer plus docilement à une orthodoxie morale et de répondre à la ligne idéologique, et partant économique, du Parti. Le temps d’expression du corps individuel est avant toute chose subordonné à un temps socialisé par le travail collectif. L’idéalisation du corps masculin et de sa force physique constitue un rouage important de l’idéologie soviétique, qui confère à la musculature une fonction politique et exalte cette puissance dans un objectif de rendement économique. Chaque partie de l’intimité de la subjectivité (charnelle) sert donc un intérêt politico-économique, tout comme le corps de la femme redevient le réceptacle de la gestation du prolétariat.

 

On perçoit une nouvelle contradiction apparente où le modèle reproduit est celui de la dualisation binaire des sexes, celui de la famille bourgeoise prototypique du XIXe siècle avec lequel la Révolution avait tenté de rompre. Tout en ayant développé un réel discours progressiste, notamment en adoptant des décrets sur le mariage laïc, le divorce et l’avortement, la révolution avait également participé à exalter la force physique des femmes, à nouveau au service du rendement économique et sur base du modèle de la force physique masculine. Ce sont principalement les femmes qui sont visées et touchées par la moralisation grandissante du système stalinien. Le pouvoir bolchévique reconduit alors progressivement un patriarcat sous les apparences d’une libération sexuelle puis d’un conservatisme essentialisant les sexes. La première phase de libération morale dans le courant des décennies 1910-1920, qui touche essentiellement les hommes, mènera de nombreux maris à demander le divorce (fuyant souvent une grossesse non désirée) et entraînera une marginalisation de femmes exposées à une prostitution grandissante dans les grandes villes. Expression d’une logique hygiéniste traditionnelle et de préjugés sexistes, la répression de la prostitution se soldera par l’enfermement de ces femmes soumises à la marginalité et à la pauvreté dans des camps de rééducation et par une restauration du principe familial et maternel. Alexandre Berkman insiste à plusieurs reprises sur la manière dont les femmes furent victimes de violences sexuelles lors de la guerre civile et comment leur corps subit une pression grandissante de la part des autorités politiques. Cette coercition est le résultat de plusieurs facteurs conjoints, notamment les agressions commises par les tchékistes et les soldats des différentes armées, la pauvreté entraînant marginalité et prostitution ainsi que l’entremêlement, dans le discours des autorités, des principes économiques et des injonctions morales et sexuelles.

Les idéologèmes qui ont été étudiés dans les trois premières sections de cette recherche se voient synthétisés dans une composante dominante du discours soviétique, à savoir la mythification du peuple comme entité homogène, fondée à la fois sur une discrimination des minorités, sur une glorification de la force productive du « grand peuple russe » et sur une annihilation paradoxale des conflits de classe.

**Mythification du peuple**

Héritage de la Révolution française, la mythification du Peuple-Un est au cœur du projet soviétique qui, selon Laurent Bouvet, « s’arroge partout le monopole de la représentation authentique du peuple entendu comme classe (ouvrière) » (BOUVET 2012 : 101). L’auteur cite les propos fondamentaux de Claude Lefort concernant le rapport entre peuple mythifié, figuration de celui-ci par un *Egocrate* et exclusion de l’ennemi, du « parasite » :

Ce qui apparaît en premier lieu, c’est l’image du peuple-Un. […] cette image se combine avec celle du pouvoir-Un, pouvoir concentré dans les limites de l’organe dirigeant et, finalement, dans un individu qui incarne l’unité et la volonté populaires. Ce sont là deux versions du même fantasme. Car le peuple-Un ne peut être à la fois figuré et énoncé que par un grand Autre […] ce grand individu que Soljenitsyne a si bien nommé l’*Egocrate*. Mais, d’autre part, la même image se combine avec celle de l’élément étranger au peuple, avec celle de son ennemi. […] La définition de l’ennemi est constitutive de l’identité du peuple. […] La campagne contre les ennemis du peuple se voit placée sous le signe de la prophylaxie sociale : l’intégrité du corps dépendant de l’élimination de ses *parasites*. (LEFORT, cité in BOUVET 2012 : 111)

Paradoxe de l’idéologie soviétique, qui mobilise la conception du « populisme identitaire » selon Pierre-André Taguieff, son discours oppose le peuple comme corps aux éléments étrangers menaçant son unité organique. Cette transformation est en réalité le résultat d’une reprise, dans le discours soviétique, du populisme russe contre lequel les premiers révolutionnaires, dont Lénine, s’étaient inscrits. S’opère alors, dans le courant des années 1930, une dualisation entre les « petites gens ordinaires », le « petit peuple », juste et loyal, et les « ennemis du peuple », « petits chefs », « ex-koulaks », « éléments socialement étrangers » et minorités nationales. Glorifiant « les formidables capacités créatrices des masses laborieuses » (STALINE, cité in WERTH 1997 : 136), Staline utilise la double logique populiste de valorisation du héros populaire, le plus souvent stakhanoviste, et de dévalorisation de l’ennemi de classe. Ce stratagème, somme toute classique, permet de détourner les classes dominées de leur oppresseur réel, à savoir l’État soviétique en tant que système, au profit d’une lutte intestine entre minorités. Le sens commun des « simples gens », des « simples membres du parti » est alors invoqué comme vérité première et authentique contre le « mensonges » des élites politiques : « Voyez-vous, les simples gens sont parfois autrement plus près de la vérité que certaines instances supérieures » (STALINE 1937).

L’*Egocrate* (incarnation du système étatique) se voit ainsi préservé en tant qu’il fait partie de l’imaginaire populiste, en tant qu’il se définit comme Guide éclairé dénonçant les injustices. Nicolas Werth note en ce sens que Staline, « prêt à défendre les “petits” contre l’arbitraire des “grands seigneurs” », participe au « mythe selon lequel le Guide, placé au-dessus des “affaires” qui justifiaient le renforcement de la vigilance, [est] étranger à la terreur des masses » (WERTH 1997 : 138). Cette nécessité de définir un « bouc-émissaire » (sur des critères souvent arbitraires) s’inscrit à nouveau en opposition aux idéaux de conscience de classe et de lutte de classes définis par la doctrine communiste. Les sujets collectifs sont aliénés dans la délimitation de la source de leur oppresseur réel, détournés de leurs intérêts de classe et maintenus dans leur domination économique et politique. La thèse de l’historien français va encore plus loin lorsqu’il parle, à propos des procès des « petits chefs, ennemis du peuple » (les grands procès staliniens des années 1930), de « carnaval d’un jour » où les rôles sont momentanément inversés afin que l’ordre en soit mieux préservé (WERTH 1997 : 139). Conservé comme caste, le pouvoir bolchevique voit dans la recherche constante d’un ennemi héréditaire le moyen de préserver son pouvoir, ce procédé détournant la conscience de classe vers une xénophobie organisée. N’étant pas totalement dupes de la stratégie à l’œuvre, les citoyens soviétiques furent ensuite soumis plus docilement encore, dans les décennies 1940-1950, à un nationalisme assumé au nom de la lutte contre l’ennemi extérieur. Ce nationalisme a participé à la constitution d’une nouvelle forme de populisme faisant appel, à nouveau grâce à la peur de l’ennemi antisoviétique, au « peuple russe », à la « Patrie », à la « grande Nation russe ». Cette accentuation patriotique-nationaliste est le résultat de la « Grande guerre patriotique », formule qui se double d’une valorisation de l’appellation « Russie » aux dépens de celle d’« URSS ».

Dans un article fondamental, qui traite certes majoritairement de la Russie contemporaine, Sergueï Sakhno étudie les présupposés idéologiques contenus dans les différents termes utilisés pour parler de peuple, à savoir *narod* (peuple), *nacija* (nation) et *ètnos* (ethnie). S’il est difficile de rendre en français les subtilités que recouvrent ces termes, on peut toutefois relever la distinction opérée dans le discours soviétique entre différentes populations considérées tantôt comme peuples (*narodnosti*), tantôt comme nations (*nacii*). Cette distinction recouvrait souvent la dualisation entre le « grand peuple russe » et les républiques fédérées : négativement connoté par contraste avec *narod*,« *nacija* faisait partie du monde discursif des “autres” » (SAKHNO 2006). Cette distinction tend, d’une part, à hiérarchiser, d’un point de vue politique et discursif, les différentes communautés au sein de l’URSS et, d’autre part, à homogénéiser l’idée de peuple russe. Cette tendance à l’homogénéisation, qui souhaitait englober les marges du système en gommant leurs particularités régionales, religieuses et identitaires, a rencontré des résistances de la part des communautés visées, parfois teintées d’une réaction nationaliste antirusse (WOJNOWSKI 2015). Selon Zbigniew Wojnowski, la délimitation et la stigmatisation des minorités ethniques, jugées hostiles au pouvoir et ne se soumettant pas au projet d’homogénéisation du peuple russe, ont favorisé leur répression et leur déportation.

On ne peut certes nier, face à l’effectivité de cette répression, la conscience chez plusieurs citoyens soviétiques d’appartenir à une communauté hétérogène de cultures. Face aux tendances à l’homogénéisation de la civilisation soviétique prônées par le pouvoir (le « peuple soviétique » supranational, *sovetskii narod*)[[10]](#footnote-10), une certaine conception commune voyait le peuple soviétique comme une communauté multi-ethnique tolérante et égalitaire (MITROKHIN 2003 et WOJNOWSKI 2015). Cette conception multi-ethnique et multi-culturelle qu’ont développée certains citoyens soviétiques, qui ne reniaient par ailleurs nullement leur appartenance à une même patrie communiste, correspond davantage à l’idée d’internationale ouvrière que les volontés bolchéviques d’homogénéisation et d’épuration. Cependant, l’accroissement de l’identification, par les autorités, des citoyens des nations soviétiques fédérées à des minorités ethniques et culturelles a ravivé leur disqualification comme « ennemis de classe » et comme « nationalistes bourgeois ». Ce processus a entraîné le mépris de leurs besoins vitaux en compliquant notamment l’accès aux soins de santé, à l’éducation et la revendication de leurs droits de citoyens[[11]](#footnote-11). L’organisation de cette discrimination et de cette répression s’est donc fondée sur le seul critère d’une distinction ethnique et nationale entre l’unité du peuple russe, glorifié et mythifié, et les minorités périphériques.

Le peuple soviétique est donc conjointement défini par identification au parti bolchévique et par opposition à un ensemble de minorités et de collectivités. Le propre de cette stratégie est d’annihiler les revendications de classe de ce peuple en gommant la hiérarchie et le rapport de domination entre lui et le pouvoir exploiteur. En définissant un ennemi commun sur des bases ethniques, culturelles, nationales et idéologiques (parfois largement fantasmées), le pouvoir soviétique vise, par son discours mythologique, à neutraliser la force révolutionnaire émanant de la violence économique et politique qu’il produit. L’ennemi sert donc à dévier la conscience de classe vers une conscience nationale et patriotique, il permet, par contraste, une homogénéisation organisée qui s’oppose à l’effectivité d’une diversité dont ont conscience plusieurs groupes minoritaires et politiquement dominés.

**\*\*\***

Cette contribution a tenté d’éclairer plusieurs emprunts idéologiques à l’œuvre, le plus souvent inconsciemment, dans le discours soviétique de la première moitié du XXe siècle et qui sont à l’origine de répressions politiques et économiques. La soumission des sujets aux impératifs de rendement et de production repose à la fois sur l’idée d’un sacrifice au nom de la collectivité, sur l’injonction à appartenir à un peuple homogène et uni et sur la volonté de concurrencer l’économie des sociétés capitalistes. Doublé d’une moralisation sexuelle et d’une glorification du corps social comme corps organique purifié, ce discours reprend une conception hygiéniste de la société, au sein de laquelle les individus nuisibles et socialement hostiles doivent être mis de côté ou rééduqués. Loin des idéaux internationalistes, émancipatoires et désaliénés de la conception de la révolution comme dépassement de l’État, le discours soviétique montre toute l’ambivalence d’un modèle politique, économique et juridique aux antipodes de l’héritage idéologique dont il se revendique. Cette contradiction, si elle est bien réelle, doit également se comprendre à partir de la singularité d’un contexte politique et historique traversé par des phénomènes d’une ampleur mésestimée par les penseurs du marxisme – que l’on pense à la Première Guerre mondiale, au soulèvement ouvrier-paysan dans un empire économiquement arriéré ou encore à la guerre civile entre troupes blanches, rouges et vertes. Si la prise en compte du contexte des décennies 1910-1950 permet d’éclairer une idéologie complexe, nullement monolithique et souvent mal interprétée, elle rend dans le même temps possible la compréhension et la critique d’un système politique à l’aune de ses propres contradictions idéologiques.

**Bibliographie**

Althusser, Louis. 1994. « Le courant souterrain du matérialisme aléatoire ». In Écrits philosophiques et politiques. Tome I. Paris : Stock/IMEC.

Applebaum, Anne. 2005. *Goulag. Une histoire*. Paris : Grasset.

Barrillon, Michel. 1999. « L’URSS, un capitalisme d’État réellement existant ». In *Agone*. N°21. Marseille : Agone.

Berkman, Alexandre. 2017. *Le Mythe bolchevik*. Paris : Klincksieck.

Bettelheim, Charles. 1974. *Les Luttes de classes en URSS. 1ère période : 1917-1923*. Paris : Seuil-Maspero.

Bettelheim, Charles. 1977. *Les Luttes de classes en URSS. 2ème période : 1923-1930*. Paris : Seuil-Maspero.

Bettelheim, Charles. 1983. *Les Luttes de classes en URSS. 3ème période : 1930-1941*. Paris : Seuil-Maspero.

Boschloos, Georges. Juillet-septembre 2019. « Le cas de Cuba ». In *Traces de Mémoire*. N°33. Bruxelles.

Bourmeyster, Alexandre. 2015. « CESC et analyse du discours soviétique ». In *Revue de l’Institut des langues et cultures d’Europe, Amérique, Afrique, Asie et Australie*. N°21 (*Discours politique et culturel dans la Russie contemporaine*). URL <<https://journals.openedition.org/ilcea/3017>> Lien Internet consulté le 19.09.2019.

Bouvet, Laurent. 2012. *Le Sens du peuple. La gauche, la démocratie, le populisme*. Paris : Gallimard.

Broué, Pierre. 1963. *Le Parti bolchevique*. Paris : Minuit.

Broué, Pierre. 1980. *L’Assassinat de Trotsky*. Bruxelles : Complexe.

Bruschi, Fabio. 2015. « Accumulation primitive et dictature du prolétariat. Étude sur la conception althussérienne de l’histoire et de la politique ». In Cahiers du GRM. N°7. URL <<http://journals.openedition.org/grm/615>> Lien consulté le 08.10.2019.

Claussen, Detlev. 2019. *Theodor W. Adorno, un des derniers génies*. Paris : Klincksieck.

Courtois, Stéphane. 1997. *Le Livre noir du communisme*. Paris : Robert Laffont.

Crahay, Frédéric. Juillet-septembre 2019. « Savez-vous qu’il existe plusieurs sortes de communisme ? ». In *Traces de Mémoire*. N°33. Bruxelles.

Denis, Juliette. 2010. « Violence en URSS : chantiers historiographiques et enjeux mémoriels ». In *Tracés*. N°19.

Didi-Huberman, Georges. 2019. *Désirer désobéir. Ce qui nous soulève*. Tome I. Paris : Minuit.

Di Léo, Rita. 2013. *L’Expérience profane. Du capitalisme au socialisme et vice-versa*. Paris : Éditions de l’éclat.

Ferro, Marc. 1980. *Des soviets au communisme bureaucratique*.Paris : Gallimard-Julliard.

Figes, Orlando. 2007. *La Révolution russe*. Tomes I et II. Paris : Gallimard-Denoël.

Figes, Orlando. 2009. *Les Chuchoteurs. Vivre et survivre sous Staline*. Tomes I et II. Paris : Gallimard-Denoël.

Franck, Thomas. 2020. *Dictature et Prolétariat. De l’autocratie tsariste au dirigisme bolchevique*, Liège, MNEMA Éditions, coll. « Les Cahiers du CPTM ».

Gotovitch, José. 2012. *Du Communisme et des communistes en Belgique. Approches critiques*. Bruxelles : Aden.

Jurgenson, Luba et Werth, Nicolas. 2017. *Le Goulag. Témoignages et archives*. Paris : Robert Laffont.

Le Bourgeois, Jacques. 2008. « La propagande soviétique de 1917 à 1991 : paix et désarmement au service de l’idéologie ? ». In Revue LISA/LISA e-journal. Vol. VI. N°1. URL <<http://journals.openedition.org/lisa/499>> Lien Internet consulté le 18 octobre 2019.

Lefort, Claude. 1994. *L’Invention démocratique*. Paris : Fayard.

Leivick, Halpern. 2019. *Dans les bagnes du tsar*. Paris : L’Antilope.

Lénine, Vladimir Ilitch. 1966. *Que faire ?* Paris : Seuil.

Lénine, Vladimir Ilitch. Juillet 1917. « Tout le pouvoir aux soviets ! ». In *Pravda*. URL <<https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1917/07/vil19170718.htm>> Lien Internet consulté le 28.10.2019.

Lénine, Vladimir Ilitch. Mai 1918. « Sur l’infantilisme “de gauche” et les idées petites-bourgeoises ». In *Marxists.org*. URL <<https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1918/05/vil19180505.htm>> Lien Internet consulté le 22.10.2019.

Linhart, Robert. 2010. *Lénine, les paysans, Taylor*. Paris : Seuil.

Luxembourg, Rosa. 2006/1904. « Centralisme et démocratie ». Chicoutimi : Éditions du Québec à Chicoutimi. URL <<http://classiques.uqac.ca/classiques/luxemburg_rosa/marxisme_dictature/1_Centralisme_democratie/centralisme_democratie.pdf>> Lien internet consulté le 28.10.2019.

Luxembourg, Rosa. 1915. « La crise de la social-démocratie. Mais le Tsarisme ! ». In *Marxists.org*. URL <<https://www.marxists.org/francais/luxembur/junius/rljef.html>>

Malia, Martin. 1995. *La Tragédie soviétique. Histoire du socialisme en Russie, 1917-1991*. Paris : Seuil.

Rouhart, Jean-Louis. Avril-juin 2017. « Le mythe des condamnations “à 10 ans de camp de rééducation par le travail sans droit à la correspondance et sans droit aux colis” en Union soviétique ». In *Aide-mémoire*. N°80. Liège.

Rubel, Maximilien. 1974, *Marx critique du marxisme*. Paris : Payot.

Sakhno, Sergueï, « “Peuple”, “nation” et “ethnos” dans le discours russe ». In *Strates*. N°12.

Serge, Victor. 2001. *Mémoires d’un révolutionnaire*. Paris : Robert Laffont.

Sériot, Patrick. 1985. *Analyse du discours politique soviétique*. Paris : IMSECO.

Slezkine, Yuri. 1994. « The USSR as Communal Apartment, or how Socialist State Promoted Ethnic Particularism ». In *Slavic Review*. Vol. 53. N°2.

Sorline, Pierre. 1964. « Lénine et le problème paysan en 1917 ». In *Annales. Économies, sociétés, civilisations*. Vol. 19. N°2. Paris : Armand Colin.

Staline, Joseph. 1937. « Pour une formation bolchévik ». In *Centre Marxiste-Léniniste-Maoïste*. URL <<http://www.centremlm.be/J-Staline-Pour-une-formation-bolchevik-%E2%88%92-1937>> Lien consulté le 22.10.2019.

Tissier, Michel. 2019. *L’Empire russe en révolutions. Du tsarisme à l’URSS*. Paris : Armand Colin.

Van Praag, Yannik. Juillet-septembre 2019. « *La Chute de Berlin*. Un cas d’école de la propagande stalinienne ». In *Traces de Mémoire*. N°33. Bruxelles.

Werth, Nicolas. 1997. « L’appel au petit peuple selon Staline ». In *Vingtième Siècle, revue d’histoire*. N°56.

Werth, Nicolas. 2019. *Le Cimetière de l’espérance. Essais sur l’histoire de l’Union soviétique, 1914-1991*. Paris : Perrin.

Wojnowski, Zbigniew. 2015. « The Soviet People : National and Supranational Identities in the URSSR after 1945 ». In *Nationalities Paper*. Abingdon-on-Thames : Taylor and Francis.

1. Ce travail est le fruit d’une réflexion initiée dans le cadre de l’exposition programmée par l’asbl MNEMA sur les Goulags soviétiques de mars à août 2020 à La Cité Miroir (Liège) et dans le cadre du développement du Centre Pluridisciplinaire de la Transmission de la Mémoire. Voir à ce propos FRANCK 2020. [↑](#footnote-ref-1)
2. L’idéologème est une unité minimale d’idéologie qui se traduit par des particularités formelles au sein d’un même discours. [↑](#footnote-ref-2)
3. La « Nouvelle politique économique » est une phase de relative libéralisation en réaction aux conséquences de la Première Guerre mondiale, de la Révolution et de la guerre civile. [↑](#footnote-ref-3)
4. Cette thèse est reprise et popularisée en Russie par Plekhanov en réaction au courant populiste. [↑](#footnote-ref-4)
5. Il s’agit en réalité de simples tentatives de survie. L’échange entre Alexander Berkman et Sergey Zorin est à cet égard révélateur de l’absurdité de l’argumentation soviétique : « – À propos, a-t-il dit en me regardant bizarrement, le commerce est interdit. Acheter et vendre, c’est de la spéculation. Vos gars ne devraient pas faire ce genre de choses.” Le ton était sévère. “On ne peut pas appeler spéculation le fait d’acheter une livre de pain, ai-je rétorqué. De plus, la différence entre les *pyock* [rations] encourage le commerce. Le gouvernement continue à frapper la monnaie – l’argent circule légalement. – Oui, a dit Zorin, mécontent. Mais mieux vaut dire à vous amis de ne plus spéculer. Seuls les *shkurniki*, les arrivistes, le font” » (BERKMANN 2017 : 28). [↑](#footnote-ref-5)
6. Si de très nombreux camps de rééducation existent dès les années 1920 (84 dès 1921), notamment sur l’archipel de Solovki (à partir de 1923), la logique s’intensifie sous Staline au point de devenir un rouage essentiel de l’économie soviétique dans les décennies 1930 à 1950. On mentionnera, de façon très sommaire, la construction du canal reliant la mer Baltique à la mer Blanche qui fit des milliers de morts de 1931 à 1933 ; l’exploitation des mines aurifères dans la Kolyma durant des décennies ; l’extraction du charbon dans le camp de la ville de Vorkouta ; le projet de construction d’une voie ferrée transpolaire reliant l’Oural et l’extrême nord-est en 1947 ; la construction du canal Moscou-Volga réalisée entre 1932 et 1937 dans le camp de Dmitlag ; l’exploitation du nickel, du platine et du cuivre dans l’immense complexe du camp de Norillag ; le Bamlag, projet de construction d’un Transsibérien dans les années 1930. [↑](#footnote-ref-6)
7. On renverra aux analyses de Michel Barrillon à propos du rapport entre « capitalisme privé » et « capitalisme d’État ». Dans une volonté clairement polémique, celui-ci avance : « Les bonnes âmes qui ont estimé subtil d’opposer à la “comptabilité macabre” établie par les auteurs du Livre noir du communisme, le recensement non moins funèbre des victimes du capitalisme, ont été suffisamment aveugles sur la signification de leur entreprise pour ne pas se rendre compte que, en prétendant mettre ainsi en balance les crimes du capitalisme et ceux du “communisme”, ils cautionnaient de facto la fausse dichotomie sur laquelle les idéologues marxistes-léninistes et leurs homologues bourgeois fondent, depuis des décennies, leurs discours mystificateurs. Ils eussent été bien mieux inspirés s’ils avaient fait précéder leur étude d’un avant-propos précisant : premièrement, que le titre Le Livre noir du communisme est inapproprié étant donné la réelle inexistence du communisme dans les ex-pays de l’Est ; deuxièmement, que les deux bilans arithmétiquement dressés doivent figurer, non pas dans deux comptes séparés, mais au passif d’un seul et même compte, l’un à la rubrique des “crimes du capitalisme privé”, l’autre à celle des “crimes du capitalisme d’État” » (BARILLON 1999 : 30-31). [↑](#footnote-ref-7)
8. C’est le terme qui est aussi le plus souvent utilisé contre les élites déchues, notamment contre Kamenev et Zinoviev lors de leur procès d’août 1936, accusés d’être à l’origine d’un « centre terroriste trotsko-zinoviéviste », mais aussi contre Boukharine, Rykov et Iagoda en mars 1938, supposés constituer un « bloc antisoviétique de droitiers et de trotskistes ». On voit ici à l’œuvre une stratégie assez banale, mais non moins efficace, de déconsidération par l’association du terme « trotskiste » à ceux de « terroriste » et de « droitier ». On mentionnera également la pratique de l’insulte développée par Lénine dès ses *Thèses d’avril*, notamment à propos des « social-chauvins » et des « petits-bourgeois » qui englobent toute forme d’opposition à la ligne directrice du parti bolchévique. [↑](#footnote-ref-8)
9. Terme progressivement utilisé, à partir de 1922, contre toute forme d’antibolchevisme. [↑](#footnote-ref-9)
10. Dans son article « Violence en URSS : chantiers historiographiques et enjeux mémoriels », Juliette Denis utilise les termes de « vagues de répressions et d’homogénéisation ethnique », de « déplacements forcés de populations », de « massacres de masse » et d’« épuration des nouveaux territoires » (DENIS 2010). [↑](#footnote-ref-10)
11. On mentionnera également l’essai nucléaire réalisé en 1949 dans le Polygone nucléaire de Semipalatinsk, au Kazakhstan, dont la charge atomique et les radiations dépassèrent nettement celles d’Hiroshima et de Tchernobyl. [↑](#footnote-ref-11)